

Violences faites aux femmes : la lutte continue !

DEPUIS plusieurs années l'écho que rencontre la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre est de plus en plus important, et dépasse largement le cadre militant. **La prise de conscience du caractère massif des violences sexistes et sexuelles (VSS)**, dans l'ensemble des sphères de la société est désormais avancée, grâce aux mobilisations féministes depuis des années et le mouvement plus récent #MeToo. Aujourd'hui la question des violences faites aux femmes fait partie du débat public et politique, la société est obligée d'entendre la parole des femmes et d'apporter des réponses aux violences dont elles sont victimes.

Pourtant, entendre ne suffit pas et année après année, ces violences sont toujours massives et les chiffres les recensant restent insupportablement élevés. **Chaque année, en France, on compte plus de 100 féminicides**, 225 000 femmes sont vic-

times de violences de la part de leur conjoint ou ex-conjoint, une femme sur trois est victime de harcèlement sexuel au travail, 10 viols ou tentatives de viols se produisent chaque jour sur un lieu de travail... et les réponses à ces violences restent insuffisantes, des actions de prévention à celles de la justice. **Notre mobilisation à toutes et tous reste essentielle pour que les choses changent, et c'est bien le sens de notre participation à la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Et attention, cette année, le 25 novembre tombe le 19 novembre !** Le collectif #NousToutes avec le soutien d'un large arc d'organisations syndicales et d'associations féministes appelle ainsi à de nombreuses manifestations partout en France ce samedi 19 novembre et la semaine suivante. La FSU sera présente dans ces cortèges. Vous retrouverez l'appel publié par #NousToutes ci-dessous.

Les inégalités professionnelles au détriment des femmes

restent aussi à un niveau pré-occupant, malgré une plus grande visibilité de ce sujet dans l'opinion publique et dans nos milieux professionnels. **L'égalité salariale n'est malheureusement pas pour 2022, car depuis le 4 novembre, les femmes travaillent symboliquement « gratuitement »**, illustration marquante des écarts de salaires entre les hommes et les femmes. Le communiqué sur le sujet de la FSU est à lire page 7. La lutte est également nécessaire pour imposer des avancées sur ce sujet, dans la rue mais également par le vote aux élections professionnelles. C'est en effet notamment dans les comités sociaux d'administration (CSA) que se débattent ces questions avec nos employeurs, et les candidat·es de la FSU sont déterminé·es à les placer devant leurs responsabilités. **Alors du 1^{er} au 8 décembre, votez et faites voter FSU !**

Julie Robert

5

Samedi 19 novembre : pour que nos vies ne soient plus classées sans suite #19novembre

Le collectif #NousToutes et l'ensemble des associations féministes et organisations syndicales signataires de ce texte appellent toutes et tous celles et ceux qui veulent en finir avec les violences sexistes et sexuelles à manifester le samedi 19 novembre 2022 à Paris et partout en France. La mobilisation continuera toute la semaine jusqu'au 25 novembre, date de la journée mondiale de lutte contre les violences à l'égard des femmes. Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps.

Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations racistes, classistes, validistes, psychophobes, LGBTQIA+phobes, grossophobes, âgistes, islamophobes, antisémites, xénophobes, etc.

Nous serons dans la rue le 19 novembre pour dénoncer des réalités insupportables, que toutes et tous doivent connaître.

En 2022, les violences sexistes et sexuelles restent massives. Elles abîment et parfois brisent la

vie de millions de femmes, de personnes LGBTQIA+, d'enfants, de familles. Face à cette réalité, une prise de conscience collective a eu lieu. Mais elle n'est pas suffisante. Alors qu'il est maintenant devenu évident que le président de la République et ses gouvernements sont en décalage avec les attentes de la société sur ces questions et ne mènent pas de politiques publiques adaptées à l'enjeu, nous appelons la société toute entière à se mobiliser, dans chaque ville, chaque école, chaque université, chaque établissement de santé, chaque entreprise, chaque parti politique, et sur les réseaux sociaux.

Quand 225 000 femmes sont victimes de la violence de leur conjoint ou ex-conjoint chaque année, quand un tiers des femmes sont victimes de harcèlement sexuel au travail, quand 80 % des femmes handicapées sont victimes de violences, quand 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe, quand 69 % des femmes racisées sont victimes de propos discriminants au travail, quand les femmes grosses ont 4 fois plus de risques d'être discriminées au travail, quand 6,7 millions de français·es ont subi l'inceste, quand des patient·es sont violé·es dans des cabinets gynécologiques ou des maternités, nous n'avons pas le choix ! Et nous appelons toute la société à nous rejoindre.

Nous manifesterons pour porter la voix de celles qui ne peuvent plus parler, la voix des de 700 femmes assassinées sous la présidence d'Emmanuel Macron, et de toutes celles qui l'ont été sous les gouvernements précédents.

Nous manifesterons aussi pour crier notre colère face au fonctionnement défaillant des institutions, notamment de la justice et de la police.

Alors que les discours publics incitent les victimes à parler et dénoncer les violences sexuelles subies, des personnages politiques de premier rang prennent la parole pour défendre haut et fort les agresseurs, y compris lorsqu'ils ont été condamnés, envoyant un signal d'impunité à toute la société. **Aujourd'hui des hommes puissants, connus, accusés de viol, instrumentalisent la justice pour attaquer leurs victimes à travers des procès bâillon avec pour seul but de faire peur et de réduire les victimes au silence.**

Lorsque les victimes portent plainte ou saisissent la justice pour faire valoir leurs droits, les institutions rejettent massivement leur parole. Aux

violences dénoncées s'ajoute la violence institutionnelle. Absence d'enquêtes, blâme des victimes, discrédit de la parole des enfants, déqualification des viols, classements sans suite, peines dérisoires. Partout en France, tous les jours, des milliers de victimes de ces violences masculines entendent leur parole niée ou décrédibilisée, se voient humiliées et attaquées.

Lorsque nous, mouvements féministes, portons dans le débat public des violences que les institutions refusent de traiter, **le Président de la République parle de tribunal médiatique et d'inquisition, et appelle à « laisser la justice faire son travail ».**

Son travail ? Les chiffres sont sans appel : **80 % des plaintes pour violences au sein du couple sont classées sans suite ; 65 % des victimes de féminicides avaient saisi les forces de l'ordre ou la justice ; 2 victimes sur 3 font état d'une mauvaise prise en charge lorsqu'elles veulent porter plainte ; 90 % des plaintes pour harcèlement sexuel au travail sont classées sans suite ; seulement 0,6 % des viols sont condamnés ; 92 % des enfants qui parlent des violences sexuelles ne sont pas protégés.**

Nous manifesterons pour crier que NON, la justice et la police françaises ne font pas leur travail ! Il est temps que l'ensemble de la société et les pouvoirs publics regardent en face cette situation, qui ne relève pas de dysfonctionnements ponctuels, mais d'un système qui reproduit les mécanismes de violences et de domination qu'il est censé combattre.

Nous serons dans la rue le 19 novembre pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles au travail et l'inaction des employeurs, qui silencient et discréditent la parole des victimes, minimisent les faits, refusent d'enquêter. Chaque jour en France plus de 20 viols ou tentatives de viols ont lieu sur le lieu de travail. Il est urgent de généraliser les plans de prévention au travail. Tout comme il est urgent de protéger les victimes de violences conjugales par de nouveaux droits au travail tels que l'interdiction de licenciement, les journées d'absence rémunérées, le droit prioritaire à la mobilité géographique ou fonctionnelle.

Le 19 novembre, créons ensemble un raz-de-marée dans la rue pour crier notre colère, et porter l'urgence de protéger les victimes et garantir à chacun·e son droit fondamental de vivre à l'abri des violences.



La FSU exige l'égalité salariale maintenant !

Communiqué de presse



F.S.U.

La FSU exige l'égalité salariale maintenant !

En France, à temps de travail équivalent l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est de 15,8%. Selon Eurostat, cet écart s'est même renforcé de 1,3 % en dix ans et place notre pays en 23ème position, soit presque 3 points en dessous de la moyenne européenne. Symboliquement, à partir de ce vendredi 4 novembre, les femmes travaillent « gratuitement » jusqu'au 31 décembre.

La FSU dénonce les effets de manche médiatique et les mesures cosmétiques qui ne compensent aucunement les inégalités professionnelles. Par son inaction, le gouvernement porte donc une lourde responsabilité sur ce constat inacceptable et doit agir rapidement et concrètement pour éradiquer cette injustice sociale !

Dans la Fonction publique, l'axe 3 des accords « égalité professionnelle » - celui qui concerne justement l'égalité salariale - n'a bénéficié d'aucune mesure ambitieuse. Pire les mesures générales pour toutes et tous, envisagées pour de prétendues revalorisations, s'appuient sur des primes et/ou de l'indemnitaire alors que toutes les études s'accordent à démontrer qu'elles sont défavorables aux agentes. Il faut arrêter avec le dogme qui prétendrait que l'égalité professionnelle ne doit rien coûter et investir pour l'égalité !

Pour la FSU, il faut rapidement augmenter la valeur du point d'indice pour permettre à tous et surtout à toutes les agentes de vivre dignement de son salaire. Pour sortir les agentes de cette spirale infernale de perte de pouvoir d'achat année après année, le gouvernement doit s'attaquer aux racines des inégalités. De véritables négociations doivent se mettre en place et aboutir à des mesures concrètes pour revaloriser les métiers les plus féminisés et pour engager des plans de recrutements statutaires et ainsi combattre la précarité.

La FSU est engagée depuis longtemps dans les mobilisations et dans les instances pour faire de l'égalité professionnelle une réalité salariale pour toutes et tous. Voter FSU aux élections professionnelles du 1er au 8 décembre, c'est se donner les moyens de poursuivre et de concrétiser ce travail : l'égalité salariale ne peut plus attendre !

Les Lilas, le 04 novembre 2022

